

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 26/11/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THIEVIN ET FILS

Zone industrielle Les Riantières
44540 Vallons-De-L'erdre

Référence : N5-2025-1279
Code AIOT : 0006311013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement THIEVIN ET FILS implanté Zone industrielle Les Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre des suites de la précédente inspection de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THIEVIN ET FILS
- Zone industrielle Les Riantières 44540 Vallons-de-l'Erdre
- Code AIOT : 0006311013
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THIEVIN et Fils exploite, sur le site de Vallons de l'Erdre, des installations d'application de peinture.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques - points de rejets	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
2	Rejets atmosphériques - contrôle inopiné 2025	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, articles 9.1.I et 11	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan de gestion de solvants	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1.	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Suivi des équipements - Détection incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Registre des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3-3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5-2 et 5-3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suivi des équipements - Installation de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques - points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°2 de l'inspection 2024
Prescription contrôlée : Constats de l'inspection 2024 : Lors de la visite, il a été constaté que les rejets du local de préparation des peintures ne sont pas associés à une cheminée de rejet. De plus, les rejets des 3 étuves et des 2 cabines d'application de peinture sont réalisées de manière horizontale, ce qui ne favorise pas la diffusion verticale des polluants dans l'atmosphère. Demande formulée suite au constat : L'exploitant doit : - équiper les rejets du local de préparation des peintures d'une cheminée conforme aux dispositions applicables ; - revoir la conception des autres points de rejet, afin de favoriser l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère ; il s'assurera également du respect des dispositions applicables.
Constats : Dans sa réponse au rapport de l'inspection 2024, l'exploitant avait indiqué avoir engagé une étude pour la conception d'une cheminée du local de préparation, et pour les autres cheminées de rejet une étude de faisabilité avec le fabricant, avec une échéance en juin 2024. L'exploitant a présenté une commande du 16/06/2025 pour la mise en conformité du local broierie, avec des travaux de mise en place du conduit de rejet programmés en décembre 2025 ou janvier 2026. En revanche, la mise en conformité des autres conduits de rejet non conformes n'a pas été initiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La mise en place du conduit de rejet du local de préparation des peintures est à justifier dès réalisation des travaux. La mise en conformité des autres conduits de rejet doit être par ailleurs réalisée dans les plus brefs délais, cette non-conformité ayant été relevée lors de la précédente inspection. L'exploitant doit veiller à la conformité de l'ensemble de ces cheminées de rejet aux dispositions : - des articles 6.1. à 6.4 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 (rubrique 2940 - Enregistrement) visé par l'arrêté d'enregistrement du 27 mai 2021 (article 1.5.1.), - de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 (rubrique 1978 pour laquelle le site est déclaré).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Rejets atmosphériques - contrôle inopiné 2025

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, articles 9.1.I et 11
Thème(s) : Risques chroniques, Suite des constats n°3, 4 et 6 de l'inspection 2024
Prescription contrôlée : Article 9-1-I : Les émissions de composés organiques volatils des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n°1978 ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II du présent arrêté.

Article 11 : Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :

- au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ;
- au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an.

Trois valeurs de mesure au moins sont relevées au cours de chaque campagne de mesures.

Article 6-4 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 (rubrique 2940 -Enregistrement)

Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5000 m³/h.

Constats de l'inspection 2024 : Les résultats des mesures de vitesse réalisées au niveau des installations d'application de peinture en mai 2023 mettent en évidence les points suivants : Vitesses d'éjection des rejets des étuves 1 et 2 non conformes.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité les installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 6-4 de l'arrêté ministériel du 12-05-2020. Il précisera les actions correctives envisagées pour chaque point de rejet concerné.

Constats :

Dans sa réponse au constat de l'inspection 2024, l'exploitant avait indiqué avoir engagé une étude technique de l'aérodynamique pour mise en conformité de l'étuve n°1 et n°2 avec échéance en juin 2024.

Le rapport du contrôle inopiné diligenté par l'inspection des installations classées, réalisé le 02/04/2025 par un organisme agréé, amène les observations suivantes :

- les VLE sont à prendre en compte sur les COVT et non les COVNM (en référence à la définition des COV de l'arrêté ministériel du 13/12/2019),

- une non-conformité est identifiée sur les COVT pour l'étuve 2 : moyenne des 3 essais à 89,2 mg/Nm³ pour une VLE de 50 mg/Nm³,

- les vitesses d'éjection des gaz sont insuffisantes pour l'ensemble des rejets objets des mesures, et notamment pour l'étuve 2 :

* Cabine 1 : 6,2 m/s pour débit de 45900 m³/h (<8 m/s),

* Cabine 2 : 6,2 m/s pour débit de 46000 m³/h (<8 m/s),

* Etuve 0 : 4,1 m/s pour débit de 2030 m³/h (<5 m/s),

* Etuve 1 : 4,7 m/s pour débit de 2270 m³/h (<5 m/s),

* Etuve 2 : 2,2 m/s pour débit de 1140 m³/h (<5 m/s).

L'exploitant a précisé :

- qu'une commande était en cours pour le changement de ventilateur de l'étuve 2 en janvier 2026,

- que deux opérations de maintenance préventive par an sont désormais réalisées sur les extractions de ces installations, la prochaine étant prévue pour décembre 2025,

- qu'un monitoring de supervision des consommations électriques des moteurs de ventilation des installations concernées était en place depuis septembre 2025, pour identification de défauts de moteurs.

Le rapport de contrôle des rejets de mai 2024 par un organisme agréé a été consulté. Il amène les observations suivantes :

- non-conformité de la vitesse d'éjection des gaz de l'étuve 2 (2,98 m/s),

- non-conformité de la concentration en COVT de l'étuve 2 (52,4 mg/Nm³), non identifiée par

l'organisme et par l'exploitant (valeur en COVNM considérée à tort).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le rapport de mesures 2024 sur les rejets atmosphériques à des fins de vérifications complémentaires (méthodes de mesures, nombre et durée des essais, ...). Il met en œuvre les actions correctives permettant la mise en conformité des rejets et transmet le prochain rapport de mesure des rejets (printemps 2026).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Plan de gestion de solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article 10.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°5 de l'inspection 2024
Prescription contrôlée : Constats de l'inspection 2024 : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants de l'établissement pour l'année 2022. La consommation de solvants est estimée à 41.9 tonnes et les émissions diffuses représentent environ 2.3 % de la quantité de solvants utilisés. Le plan présenté appelle les observations suivantes de la part de l'inspection des installations classées : - le plan a été établi le 04-01-2024 ; - la détermination du flux de solvants canalisés s'appuie sur la campagne de mesures réalisée en mai 2023 (excepté pour la cabine 2) et non celle de 2022. Dans ce plan, l'exploitant précise ne pas émettre de COV à mention de danger spécifique listés à l'article 9-1-II de l'AM du 13-12-2019. Demande formulée à la suite du constat : L'inspection des installations classées rappelle que le plan de gestion des solvants de l'année N doit être établi avant le 31 mars de l'année N+1 et transmis à l'inspection des installations classées, car la consommation annuelle de solvants de l'établissement est supérieure à 30 tonnes par an. De plus, l'exploitant doit revoir le calcul du flux canalisé (O1) dans le plan de gestion des solvants de l'année 2022.
Constats : Le PGS 2023 daté du 14/03/2024 a bien été transmis avant le 31/03/2025. Le PGS 2024 a été déposé sous GEREP. Il amène les observations suivantes : - la consommation totale de solvants est de 51 tonnes, supérieure à la valeur de 44 tonnes déclarée au titre de la rubrique 1978 (augmentation de 16%), - le flux de déchets de 21,7 tonnes (O6) est conséquent, - le taux d'émissions diffuses calculée sur cette base est faible, de 3,7 %, et conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le calcul du flux O6 de déchets du PGS 2024 est à justifier. La télédéclaration initiale de 44 tonnes au titre de la rubrique 1978-5 nettoyage (non pertinente) doit être modifiée par la valeur enveloppe considérée (a minima 51 tonnes), et reportée sur la sous-rubrique 1978-8 pertinente, sur le site suivant :

https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1

Il convient de veiller à limiter autant que possible la consommation de solvants (conduisant à l'émission de COV, sources d'émissions de gaz à effet de serre et susceptibles selon leur nature d'avoir des effets sur la santé). A ce titre il est rappelé les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 relatif à l'augmentation de consommation de solvants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Suivi des équipements - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-8

Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat n°7 de l'inspection 2024

Prescription contrôlée :

Constats de l'inspection 2024 : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi par la société BUREAU VERITAS en août 2023 ainsi que l'attestation Q18 correspondante dans laquelle il est précisé que "l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

94 observations figurent dans le rapport dont 27 sont reprises dans l'attestation Q18.

L'exploitant a précisé avoir réalisé certaines actions correctives. Cependant, il a précisé ne pas avoir mis en place un suivi des écarts.

De plus, il est précisé dans le rapport, que certaines installations électriques n'ont pas été vérifiées lors de ce contrôle.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remettre en conformité, dans les meilleurs délais, les installations électriques de l'établissement. Il précisera les actions correctives définies et l'échéancier de remise en conformité associé. Il met en place un suivi des écarts.

Concernant l'exhaustivité du contrôle, l'exploitant analyse les observations émises dans le rapport et précise les dispositions prises pour que la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement soit réalisée lors du prochain contrôle.

Constats :

Suite à l'inspection 2024, il a été mis en place un relevé de levée des non-conformités par l'organisme de contrôle.

Le rapport de vérification du 06/08/2024 mentionne :

- 96 observations dont 28 nouvelles,
- des points non vérifiés et documents absents, une visite initiale TGBT4 à effectuer.

Lors d'échanges en mai et décembre 2024 a été rappelée la nécessité d'un contrôle exhaustif des installations ; or, en pages 21 et 22 du rapport du 06-08-2024, sont listées les installations non contrôlées à intégrer au prochain contrôle (hors de portée, local fermé, en travaux, ...).

Le relevé de levée des non-conformités du 02/09/2024 du même organisme mentionne 47 non-conformités restantes sur les 96.

L'attestation Q18 du 02/08/2024 conclut "Peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion" avec 3 observations (n°3,4,5) "danger déjà signalé" - signalées en 2015.

L'attestation Q18 du 11/09/2025 présentée conclut également à un risque d'incendie et d'explosion avec deux des 3 observations déjà relevées en 2024. Le rapport de vérification 2025 n'est pas encore disponible.

<p>L'attestation Q19 du 21/11/2024 mentionne 3 anomalies ; l'exploitant a présenté des éléments de justification de levée de ces observations. Le dernier contrôle a eu lieu le 17/11/2025 (rapport non disponible). L'exploitant précise qu'une observation a été relevée (échauffement) et qu'elle a été traitée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport 2025 de vérification des installations électriques doit justifier d'une vérification exhaustive des installations.</p> <p>Par ailleurs, la levée des non-conformités, notamment les deux persistantes amenant à la conclusion défavorable du Q18, doit être réalisée et justifiée dans les plus brefs délais. A défaut, une mise en demeure sera proposée au préfet.</p> <p>L'attestation Q19 2025 et la justification de levée de l'observation associée sont à transmettre à réception.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°5 : Suivi des équipements - Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat n°8 de l'inspection 2024</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats de l'inspection 2024 : Lors de la visite, l'exploitant a précisé qu'un système de détection automatique d'incendie a été mis en place dans les 2 cabines de peinture et dans le local de préparation des peintures. Il a été constaté que le système a été mis en service ; par contre, l'exploitant a précisé qu'il n'avait pas été réceptionné à ce stade suite au constat de dysfonctionnement de 2 sondes VESDA mises en place dans les installations d'aspiration. L'exploitant a également précisé que la détection d'incendie entraîne la coupure des utilités de l'atelier peinture (gaz et électricité) et le déclenchement de l'alarme incendie.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le document justifiant de la réception du système de détection automatique d'incendie mis en place. L'inspection des installations classées rappelle que ce dispositif doit faire l'objet d'une vérification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 23/12/2024, l'exploitant indique qu'un contrat de maintenance annuel a été conclu avec une société spécialisée.</p> <p>Le rapport de réception de l'installation de détection n'a pas été transmis.</p> <p>Le contrat de vérification, transmis préalablement à l'inspection, est daté du 07/06/2025 ; il prévoit une vérification annuelle. Or l'article 4.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 précise que la fréquence de maintenance et tests est a minima semestrielle.</p> <p>L'exploitant précise que la première vérification sera opérée le 02/12/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le rapport de réception de l'installation est à transmettre, de même que le rapport de 1^{ère} vérification en fin d'année.</p> <p>Les modalités de maintenance et tests, semestrielles, sont à préciser en cohérence avec la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N°6 : Suivi des équipements - Installation de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15

Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat n°11 de l'inspection 2024

Prescription contrôlée :

Constats de l'inspection 2024 : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisée en juin 2023. 4 observations sont émises. En particulier, ce rapport met en évidence des actions à réaliser pour interconnecter les prises de terre ainsi que certaines installations électriques. L'exploitant a précisé que des travaux ont été réalisés par l'entreprise ARTPROTEC au second semestre 2023, sans pouvoir présenter de documents justificatifs.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie que les actions correctives pour prendre en compte les 4 observations émises dans le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre en juin 2023 ont été réalisées. Il transmet les documents justificatifs correspondants.

Constats :

Le rapport de vérification du 21/08/2024 transmis avant l'inspection mentionne une observation. Le rapport suivant du 15/07/2025 ne mentionne aucune observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-2

Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat n°12 de l'inspection 2024

Prescription contrôlée :

Constats 2024 : Lors de la visite, il a été constaté que la réserve d'eau d'incendie d'un volume de 160 m³ a été mise en place. Cependant, l'exploitant précise que certains travaux doivent être finalisés (clôture périphérique, modification des dispositifs de connexion, ...), avant de pouvoir la faire réceptionner par les services de secours et d'incendie.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection des installations classées lorsque la réserve d'eau aura été réceptionnée par les services de secours et d'incendie.

Constats :

En décembre 2024, l'inspection des installations classées a renouvelé sa demande du PV de réception de la réserve.

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a précisé que la réserve incendie avait été déménagée dans le cadre des travaux du nouveau bâtiment mécano-soudure (objet du donner acte du 1^{er} août 2025). Elle n'est pas encore remplie ni réceptionnée par le SDIS, et n'est donc pas opérationnelle (dispositions de l'article 2.2.2. de l'arrêté d'enregistrement).

L'exploitant précise que depuis le porter à connaissance il a acquis une nouvelle parcelle disposant d'un bassin étanche de 500 m³ d'eau disponible pour la défense incendie du site, en complément de la réserve.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise les caractéristiques, emplacement, distances aux installations de peinture relevant de la rubrique n°2940 du bassin considéré comme réserve d'eau sur la nouvelle parcelle acquise, en référence aux dispositions réglementaires applicables. Il justifie de la disponibilité du

volume d'eau de défense incendie considéré pour ce point d'eau.
Il précise sur un plan la localisation de la réserve déménagée et de ce point d'eau.
Il est procédé dans les plus brefs délais au remplissage de la réserve et à sa réception par le SDIS, les justificatifs étant à transmettre dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°8 : Confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat n°13 de l'inspection 2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats 2024 : Lors de la visite, il a été constaté la mise en place du bassin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie ainsi que de la vanne en sortie de bassin. L'exploitant a précisé que l'asservissement de la vanne à la détection incendie sera réalisé prochainement, lorsque la réception du système de détection d'incendie aura été réalisée (Cf.Point de contrôle n°8). La présence de végétation dans le bassin pouvant détériorer sa membrane d'étanchéité a également été constatée.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit asservir la fermeture de la vanne de confinement des eaux d'extinction à la détection automatique d'incendie. Il procédera au nettoyage du bassin et s'assure qu'en toute circonstance, le volume minimal défini pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie est disponible (en effet, lors de la visite, des précipitations récentes avaient remplies le bassin de manière significative).</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse aux constats et demande de l'inspection 2024, l'exploitant a précisé envisager un asservissement de la vanne du bassin à la détection incendie à l'échéance mai 2024 et le nettoyage du bassin en septembre 2024.</p> <p>L'échéance de nettoyage du bassin a été repoussée au 1^{er} trimestre 2025 du fait d'obstructions de buses détectées en juillet 2024 (échanges de décembre 2024).</p> <p>L'exploitant précise que le nettoyage du bassin est planifié le 24/11/2025, et que la vanne de confinement motorisée est asservie à la détection incendie.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est constaté un encombrement de feuilles mortes et végétaux dans le bassin, gênant manifestement le bon écoulement des eaux en sortie de bassin. De ce fait, un certain volume d'eau persiste dans le bassin, limitant le volume disponible en cas d'extinction d'incendie.</p> <p>L'exploitant indique qu'un test de bon fonctionnement de la vanne d'obturation en sortie de bassin a été effectué le 17/11/2025, sans que ce test ait fait l'objet d'une traçabilité.</p> <p>Le bon fonctionnement de la vanne de confinement en fermeture puis ouverture a pu être testé via actions à distance par le service Maintenance du relais correspondant du circuit (sans déclenchement de la détection incendie qui aurait arrêté le process de peinture).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le justificatif de nettoyage du bassin le 24/11/2025 est à transmettre dès réalisation (photographies avant/après, bon d'intervention de la société). Pour rappel, ce nettoyage a déjà été demandé lors de l'inspection de 2024.</p> <p>Il est rappelé que conformément à l'article 4.13. de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020, une consigne doit définir les modalités de mise en oeuvre de la vanne d'obturation du bassin, et être connue du personnel concerné.</p>

Les modalités de tests (nature, fréquence) du bon fonctionnement de la vanne, et maintenance, doivent être définies.

Par ailleurs, la disponibilité effective dans le bassin, en permanence, du volume de 1449 m³ d'eaux d'extinction d'incendie à contenir, est à justifier sur la base du schéma transmis par message électronique du 20/11/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°9 : Rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 2-2-5

Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°14 de l'inspection 2024

Prescription contrôlée :

Constats de 2024 : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que deux séparateurs d'hydrocarbures ont été mis en place sur le site (l'un en sortie du bassin de confinement, l'autre au niveau de l'aire de lavage) et qu'ils ont fait l'objet d'un nettoyage en 2023. Cependant, les documents justificatifs correspondants n'ont pas pu être présentés.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirme que les dispositifs de traitement ont été contrôlés et nettoyés depuis moins d'un an (rapport d'intervention et bordereaux de suivi des déchets correspondants). Le cas échéant, il procédera aux opérations de contrôle et de nettoyage dans les meilleurs délais.

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le justificatif du nettoyage du séparateur d'hydrocarbures lié au bassin réalisé en juillet 2024, avec une prochaine intervention planifiée le 23/12/2025.

Pour le second séparateur d'hydrocarbures du site, traitant les effluents issus de la station de lavage, l'exploitant indique qu'il a fait l'objet d'une intervention pour nettoyage/curage le 11/09/2025, sans que ce curage/nettoyage figure explicitement sur le bon d'intervention, avec évacuation de 5 m³ de déchets de pompage dont 1 m³ de sable.

Lors de l'inspection, il a été demandé le bordereau de suivi de déchets associé. Pour l'entreprise concernée, seuls des BSD du 19/07/2024 et du 31/03/2025 ont pu être présentés, dates non cohérentes avec la date d'intervention pour le curage/nettoyage du séparateur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La date effective de nettoyage/curage du séparateur de la station de lavage est à clarifier/justifier, avec fourniture du bordereau de suivi de déchets correspondant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Registre des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3-3

Thème(s) : Risques accidentels, Suite du constat n°15 de l'inspection 2024

Prescription contrôlée :

Constats de 2024 : En réponse à l'inspection précédente, l'exploitant a précisé avoir mis en place un "système qui permet de connaître l'état des stocks de la peinture et des autres produits en

<p>temps réel dans l'entreprise". Cependant, lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu présenter l'état des stocks des quantités de produits dangereux détenus sur le site.</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirme que les modalités d'établissement de l'état des stocks mises en place suite à la précédente inspection sont toujours opérationnelles. Une consigne présentant les modalités pour établir l'état des stocks des produits dangereux présents sur le site sera rédigée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pu présenter l'état des stocks de produits dangereux sur le site au jour de l'inspection.</p> <p>Plusieurs sources d'information sont disponibles en fonction des produits concernés (stocks de peinture mis à jour de façon hebdomadaire, produits de maintenance, liste HSE avec mentions de dangers via les FDS, ...).</p> <p>Un stock consigné de produits fournisseurs est présent sur le site, à ce jour non intégré dans la comptabilisation des stocks du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place dans les plus brefs délais un registre tenu à jour indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus, ainsi que leur lieu de stockage (article 3.3. de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020), cette demande ayant déjà été formulée lors de l'inspection de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°11 : Consommation d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/05/2020, article 5-2 et 5-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suite du constat n°16 de l'inspection 2024</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constats : L'exploitant a précisé que la consommation d'eau du site était de l'ordre de 3000 m³ par an en se basant sur les factures associées. Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de limiter sa consommation d'eau, en particulier en période de sécheresse (telle que connue en 2019 et en 2022) ; en effet, l'arrêté cadre sécheresse prescrit une auto-limitation des consommations au niveau "Alerte" et un objectif de 30 % de réduction du volume journalier habituellement consommé au niveau "Alerte renforcée".</p> <p>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un relevé périodique (a minima semestriel) du compteur principal de l'établissement. Il identifie les principales utilisations d'eau réalisées sur le site et les actions à mettre en place pour répondre aux dispositions prescrites par l'arrêté cadre sécheresse.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le suivi mensuel des trois compteurs d'alimentation en eau du site est effective depuis septembre 2025 ; - l'exploitant a identifié le lavage des produits finis suite aux essais routiers et contrôles finaux, comme pouvant être stoppé en cas de restrictions d'eau. <p>Les niveaux de restriction d'eau peuvent être connus par consultation des sites suivants :</p> <p>restreau</p> <p>https://vigieau.gouv.fr/</p>

L'arrêté préfectoral du 11/08/2025 a placé l'AEP en alerte temporairement pour tout le département, reconduite par arrêté préfectoral du 22/09/2025, ceci jusqu'à sa levée ultérieure en octobre.

L'arrêté cadre sécheresse départemental du 8 juin 2023 impose pour les ICPE dans ce cas la mise en œuvre effective d'une réduction de 5 % par rapport au volume de référence considéré.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de cette réduction effective, mais a précisé que l'entreprise était fermée du 2 au 20 août 2025 sur la période de restriction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'approprie les dispositions applicables en matière de sécheresse afin de pouvoir mettre en œuvre les restrictions d'eau requises le moment venu, et de pouvoir en justifier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois